



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 11/04/2025

Reçu en préfecture le 11/04/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250403-2025\_23-DE



# CONVENTION

## CONVENTION DE CONSEIL JURIDIQUE NUMERIQUE

### Entre

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, ci-après désignée par le sigle « CDG 62 », dont le siège est situé Allée du Château- BP 67 - 62702 BRUAY-LA-BUISSIÈRE Cedex, représenté par \_\_\_\_\_, Président du Centre de Gestion agissant conformément à la délibération du conseil du 03 avril 2025

### Et

La \_\_\_\_\_, ci-après dénommée « l'établissement », dont le siège est situé \_\_\_\_\_, représenté par \_\_\_\_\_, dûment autorisé(e) par délibération en date du \_\_\_\_\_

**Vu** le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) ;

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion ;

**Vu** la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés;

**Vu** le décret n° 2019-536 modifié du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

*Il est convenu ce qui suit :*

### Préambule

Le CdG62, dans sa politique d'appui aux collectivités territoriales et établissements publics du Pas-de-Calais, souhaite accompagner les collectivités et établissements publics dotés de services

numériques ou informatiques en mesure de mettre en place leur politique de protection des données mais nécessitant un accompagnement juridique dans le domaine numérique.

## **Article 1<sup>er</sup> : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'établissement bénéficiera du conseil juridique numérique du CdG62.

## **Article 2 : DUREE ET RENOUVELLEMENT**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature et sera, si besoin, renouvelée pour une durée de 3 ans par reconduction expresse 2 mois avant la fin de la convention.

## **Article 3 : ENGAGEMENTS DU CDG 62**

Dans le cadre de la présente convention, le CDG 62 s'engage auprès de l'établissement à assurer les prestations suivantes :

- informer et conseiller les responsables de l'établissement ainsi que ses agents dans le domaine des traitements de données à caractère personnel ;
- alerter le responsable de traitement en cas de non-conformités détectées ;
- conseiller sur la méthodologie servant à la réalisation de l'inventaire des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre ;
- conseiller sur la méthodologie à l'évaluation des pratiques et d'accompagner à la mise en place de procédures ;
- conseiller sur la méthodologie servant à l'identification des risques associés aux opérations de traitement et proposer, à ce titre, des mesures techniques et organisationnelles de réduction de ces risques ;
- conseiller l'établissement sur une politique de protection des données personnelles et en vérifier le respect ;
- contribuer à la diffusion d'une culture Informatique et Libertés au sein de l'établissement ;
- assurer, en lien avec l'établissement, la gestion des relations avec les usagers sur les questions de données à caractère personnel ;
- coopérer, en lien avec l'établissement, avec la CNIL.

## **Article 4 : ENGAGEMENTS DE L'ETABLISSEMENT**

L'établissement s'engage à :

- mettre à disposition du CDG 62 les informations et ressources matérielles et humaines nécessaires à la réalisation de la mission ;
- désigner obligatoirement un référent ou une équipe référente qui aura comme missions de :
  - Recenser les traitements de données à caractère personnel au sein des services de la structure ;
  - tenir à jour le registre des traitements ;
  - prendre en compte les préconisations du CDG62 sur les traitements de données à caractère personnel ;
  - faire remonter au CDG62 les besoins en sensibilisation au droit numérique de l'ensemble des agents et organiser les réunions en lien avec le CDG62 ;
  - faire connaître auprès des services les coordonnées du DPO et des référents ;
  - informer dès le début de chaque projet concernant des données à caractère personnel le CDG62 ;
  - prendre connaissance des documents et articles du réseau Réuni mis à disposition par le CDG62 ;
- inclure dans chaque projet concernant des données à caractère personnel le référent ou l'équipe référente.

## Article 5 : TARIFICATION

Envoyé en préfecture le 11/04/2025

Reçu en préfecture le 11/04/2025

Publié le



ID : 062-286200027-20250403-2025\_23-DE

La facturation se fera en fonction du nombre d'habitants de territoire forfait ci-dessous :

Grille tarifaire de la convention conseil juridique numérique			
Nombre d'habitants	Coût Annuel HT	Nombre d'habitants	Coût Annuel HT
0 à 249	300	EPCI < 50000	3000
250 à 499	350	ECPCI 50000 à 100000	4000
500 à 749	400	EPCI 100000 à 200000	5000
750 à 999	450	EPCI > 200000	7000
1000 à 1999	550	CCAS	300
2000 à 4999	800	Syndicats	300
5000 à 9999	1250	Office de Tourisme	300
10 000 et +	3000		

Le règlement interviendra par mandat administratif dont le montant sera payé à :

Madame la Comptable publique  
Service de gestion Comptable de Bruay-la-Buissière  
40 rue Augustin Caron  
62700 Bruay-la-Buissière

## Article 6 : GARANTIE - RESPONSABILITE

Le CDG 62 s'engage à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer un accompagnement optimal à l'utilisation des services proposés dans le cadre de cette convention.

Le CDG 62, n'assurant qu'une mission de conseil, se dégage de toute responsabilité concernant les décisions retenues par l'établissement. Le responsable de traitement restant le Maire ou le Président.

## Article 7 : RESILIATION

Cette convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des engagements prévus par la convention. La dénonciation sera réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception. La convention prendra dès lors fin le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant la notification.

Les prestations effectuées jusqu'à la date de la résiliation feront l'objet de facturations qui devront être acquittées.

En dehors de ces facturations, aucune indemnisation ne sera effectuée en cas de résiliation.

## Article 8 : MODIFICATIONS

Toute modification des termes de la convention doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

## Article 9 : Protection des données à caractère personnel

Le CDG 62 est tenu au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de la présente convention. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

## Article 10 : LITIGES

Toute contestation née de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention donnera lieu à une tentative de règlement amiable entre le CDG 62 et l'établissement. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Lille

Fait en 2 exemplaires,

A Bruay-la-Buissière le \_\_\_\_\_

Pour l'établissement,  
Le Maire ou Président,

\_\_\_\_\_

Pour le Centre de Gestion,  
Le Président,

\_\_\_\_\_